

Mars 2023

Cette lettre de veille signale des publications récentes traitant de l'évolution des mondes agricoles, comportements alimentaires, ruralités et territoires, modes de vie, réseaux sociaux, opinions et représentations, actions collectives, etc. Les textes sont aussi à retrouver sur le blog de veille du CEP <https://www.veillecep.fr>.

Florent Bidaud, Chargé de mission Veille sociale, Bureau de la veille

## Le travail dans les systèmes agricoles et alimentaires



Plusieurs publications et événements récents s'intéressent au travail et aux relations de travail dans les systèmes alimentaires. En février 2023, la chaire Unesco Alimentations du monde a organisé un colloque, auquel la revue *Sésame* (Inrae) a ensuite consacré [un dossier](#). Selon D. Conaré (agronome, chaire Unesco), la digitalisation et la multiplication des statuts d'emploi transforment en profondeur le rapport au travail et son sens, mais les systèmes d'approvisionnement alimentaire restent marqués par « un travail précarisé, pénible, exposé au risque, et/ou mal rémunéré ». Les prix ne reflètent pas les coûts sociaux et environnementaux des productions.

Différents témoignages abordent les conditions de travail et le « bien-être ». P. Ricau (économiste, association Nitidae) rappelle que [la filière du cacao en Côte d'Ivoire](#), dans les années 2000, a largement eu recours à une main-d'œuvre infantile venant du nord du pays ou des États voisins. La faiblesse de l'état civil et la prévalence du paludisme poussaient les parents invalides à déscolariser leurs enfants, pour qu'ils gagnent de l'argent. Aujourd'hui, en parallèle d'un contrôle policier et juridique limitant ces pratiques, le développement de [cultures bien valorisées](#) et vertueuses sur le plan environnemental (noix de cajou, sésame) permet de réunir et fixer ces familles. Une autre présentation porte sur [la fédération de coopératives de livraison à vélo CoopCycle](#). Le gérant de cette plateforme alternative explique les effets délétères de l'uberisation, mais relève aussi l'aspiration d'une fraction croissante de travailleurs à se positionner en dehors du salariat et des relations de subordination. De son côté, [la cheffe M. Fleury](#) présente l'initiative [Bondir.e](#) contre « les violences en cuisine » (abus de langage, gestes malveillants, attitudes toxiques, etc.).

Par ailleurs, fin 2022, [un webinaire de l'Association internationale sur le travail en agriculture \(IAWA\)](#) identifiait [trois fronts de recherche](#) à partir d'analyses bibliométriques : gouvernance des chaînes globales de valeur par les standards (contractualisation et certification), impacts de l'emploi dans les filières agro-alimentaire sur l'économie rurale (pauvreté, sécurité alimentaire), et place des femmes dans la division du travail. La qualité des emplois dans les circuits courts alimentaires en Amérique du Nord y est également abordée, comme la normalisation du « travail décent ».

Enfin, signalons un numéro de la [Revue d'anthropologie des connaissances](#) consacré au « travail de la nature ». Outre la prise en compte de la collaboration avec des animaux (chevaux, abeilles), des articles sur le maraîchage et la permaculture (en France) et la saignée de l'hévéa (Brésil) proposent d'étendre la catégorie de travail à l'activité des plantes.

Sources : chaire Unesco Alimentations du monde

<https://www.chaireunesco-adm.com/2023-Le-travail-dans-les-systemes-agricoles-et-alimentaires>

International association on work in agriculture

<https://www.workinagriculture.com/Zoom-in/International-Association-on-Work-in-Agriculture-s-Webinars>

Revue d'anthropologie des connaissances

<https://doi.org/10.4000/rac.26574>

## **Le retour à la nature en vue des temps difficiles, D. Hervieu-Léger et B. Hervieu**

Sous ce titre, les Éditions de l'Aube réunissent et rééditent deux livres consacrés aux « migrations utopiques » qui, après mai 1968, ont conduit de jeunes urbains à s'installer dans des régions désertées au sud de la Loire (Cévennes, Ariège, etc.). Le premier, *Le retour à la nature. Au fond de la forêt... l'État*, est paru en 1978, dans la suite d'[un article](#). Dans la préface à cette réédition, les auteurs relèvent qu'il était difficile d'envisager que le retour à la terre, marqué par de nombreux échecs (95 % de renoncements), pourrait perdurer dans les espaces ruraux, et même les redynamiser en jouant le jeu des politiques de développement rural. « On lui promettait plutôt le destin fatal de toutes les utopies, qui est d'échouer en se confrontant au réel ou de s'affadir en finissant par s'y soumettre. Pourtant, la vague néo-rurale n'a pas reflué, au contraire ». Le second livre (1983) était intitulé *Des communautés pour les temps difficiles. Néoruraux ou nouveaux moines* (voir aussi un [article](#) l'ayant précédé). L'enquête portait sur les « groupes apocalyptiques » qui se préparaient, à la campagne, à l'effondrement du capitalisme. Elle s'interrogeait sur l'émergence, dans les cercles de l'écologie radicale, de [thèmes aujourd'hui banalisés](#) (sobriété, autonomie, relocalisation, etc.).

Source : Éditions de l'Aube

[https://editionsdelaubefr/catalogue\\_de\\_livres/le-retour-a-la-nature-en-vue-des-temps-difficiles/](https://editionsdelaubefr/catalogue_de_livres/le-retour-a-la-nature-en-vue-des-temps-difficiles/)

## **Les élites scolaires face à l'enjeu écologique**

En 2022, le choix de « bifurcation » d'étudiants des grandes écoles, dénonçant les impacts environnementaux du capitalisme, a connu un certain écho médiatique. Si le discours des ingénieurs « déserteurs » d'AgroParisTech est analysé par certains comme un signe de [renouveau de la critique sociale](#) dans l'enseignement supérieur, plusieurs travaux relativisent la diffusion des préoccupations environnementales dans ce milieu. Ainsi, sur *La vie des idées*, E. Franchon (EHESS) présente une recherche sur [les engagements pour l'environnement](#) à l'École polytechnique et dans un collectif inter-écoles. L'origine sociale des étudiants concernés fait de ceux-ci des « marginaux intégrés » connaissant de petites mobilités sociales ascendantes, et non des « héritiers ». Ils privilégient une insertion professionnelle « aux marges du monde des grandes entreprises ». Le travail associatif valorise leur parcours, les distingue et les signale à certains employeurs. Les activités de sensibilisation sont bien vues par les équipes de direction, car elles « permettent aux écoles d'intégrer – à moindre coût – les enjeux écologiques ».

Source : *La vie des idées* <https://laviedesidees.fr/Des-elites-scolaires-face-a-l-enjeu-ecologique.html>

## **Aide alimentaire : les pauvres doivent-ils se contenter des restes ?**

L'émission « [Sans oser le demander](#) », sur France Culture, donne la parole à B. Bonzi, auteure d'une [thèse d'anthropologie](#) et d'un ouvrage, *La France qui a faim*. Elle considère que l'aide alimentaire constitue aujourd'hui un « marché de la faim » dont le fonctionnement perpétue les inégalités sociales. S'inspirant des travaux de M. Mauss sur le don et le contre-don, la chercheuse avance que « l'impossibilité de rendre » ne permettrait pas aux bénéficiaires de « trouver leur place dans la société ». Elle souligne la « violence » exercée par les demandes adressées « sans cesse » à des bénéficiaires sommés de « déballer » leur histoire personnelle. L'entretien évoque aussi la « désillusion » de bénévoles qui réalisent que leur action n'aide pas des individus à sortir d'épisodes de pauvreté, mais sert avant tout à maintenir la paix sociale. B. Bonzi souligne également les limites de la loi de 2016, qui associe lutte contre le gaspillage et aide alimentaire, et profite en premier lieu aux opérateurs du secteur agro-alimentaire. Enfin, la piste d'une Sécurité sociale de l'alimentation est discutée.

Source : France Culture

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/sans-oser-le-demander/aide-alimentaire-les-pauvres-doivent-ils-se-contenter-des-restes-5957418>

## **Les répertoires d'action collective des agriculteurs**

Au sein d'un récent livre sur les groupes d'intérêt, A. Hobeika (Cirad) fait un [focus sur la FNSEA](#), syndicat au « répertoire d'action original », articulant lobbying, négociations et mobilisations de rue (voir également à ce sujet, une [présentation de sa thèse](#)). En contrepoint, É. Roullaud (UCO Angers) s'intéresse à [la « gauche paysanne »](#) et à l'usage de la violence comme moyen de différenciation entre syndicats.

Source : Classiques Garnier <https://classiques-garnier.com/les-groupes-d-interet-en-france.html>